

*Article 31 du Règlement*

nous acquitterions pas de notre mandat de façon sensée ou acceptable.

Je tiens à dire, comme député qui a siégé dans l'opposition pendant la moitié des années 1960 et pratiquement toutes les années 1970, que c'est ce à quoi nous avons assisté alors. Nous avons dû essayer de nous sortir du terrible marasme financier dans lequel les libéraux nous avaient plongés.

Le ministre des Finances a déclaré ce qui suit à la page 15 du budget; voici:

J'ai déclaré à maintes occasions que notre génération ferait preuve d'irresponsabilité si elle optait pour la facilité, en transmettant le déficit actuel à nos enfants. Il serait tout aussi irresponsable de leur laisser en héritage un environnement dégradé.

Ce sont là les deux questions qui m'inquiètent énormément relativement à ce budget et à ce débat; qu'il s'agisse de marasme financier ou de dégradation de l'environnement, je crois que ce budget constitue une base solide pour notre avenir, celui de nos enfants et de nos petits-enfants.

**M. le Président:** Comme il est 14 heures, la Chambre passe maintenant aux déclarations des députés conformément à l'article 31 du Règlement.

---

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

**Mme Edna Anderson (Simcoe-Centre):** Monsieur le Président, je suis heureuse de me joindre aux Canadiennes et aux Canadiens en cette Journée internationale de la femme pour célébrer les nombreuses réalisations et contributions des femmes dans notre société.

Au cours des années, la lutte des femmes pour la défense de leurs droits de travailleuses, de mères et de citoyennes a amené des réformes politiques et sociales importantes.

Depuis que notre gouvernement est au pouvoir, notre collaboration avec les femmes et les groupements féminins a donné lieu à des réformes sociales. Les femmes âgées ont maintenant un niveau de vie et une qualité de vie nettement améliorés. En effet, elles profitent des réformes apportées aux pensions dans le but de leur assurer un traitement juste et équitable quand elles avancent en âge.

Les politiques mises en oeuvre par notre gouvernement offrent aussi aux femmes des possibilités de participer plus activement à la vie économique du pays et de contribuer à sa prospérité économique.

Je loue les efforts que les femmes canadiennes ont déployés pour promouvoir ce genre de questions d'intérêt. Je crois que leurs efforts continueront d'améliorer la situation des femmes et de renforcer leur rôle important dans la société canadienne.

\* \* \*

### LES DROITS DE LA PERSONNE

**M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona):** Monsieur le Président, demain, la session en cours de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies se terminera une fois de plus sans qu'on ait, semble-t-il, adopté de résolution sur l'occupation du Timor oriental par l'Indonésie.

Malgré l'appui soutenu apporté par les Nations Unies au droit à l'autodétermination, et à l'encontre de la déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a décidé que les années 1990 seraient la décennie du droit international, le gouvernement canadien refuse de condamner les actions de l'Indonésie et d'ouvrir la voie à la défense des droits des habitants du Timor oriental en fermant les yeux sur les très nombreux cas de violation des droits de la personne, dont un programme de stérilisation obligatoire des femmes du Timor oriental.

La journée de demain marquera également le trentième anniversaire de l'occupation du Tibet par la Chine. Alors qu'un nouveau vent d'indépendance et d'autodétermination souffle sur le monde, comme on peut le constater notamment en Afrique du Sud et dans les pays baltes, il est déplorable que la communauté internationale n'accorde pas plus d'importance à l'occupation du Tibet par la Chine et qu'elle fasse preuve de la même indifférence à l'égard de la situation au Timor oriental.

Dans les deux cas, le Canada doit rompre son silence et accorder à nouveau tout le respect voulu au droit international.

\* \* \*

### LES FORÊTS

**M. Robert D. Nault (Kenora—Rainy River):** Monsieur le Président, l'avenir de notre pays dépend de notre aptitude à mettre en oeuvre une politique de développement durable, susceptible de protéger nos ressources pendant des années. Nous n'avons pas encore vu d'engagement en ce sens de la part du gouvernement et à en juger d'après les dernières nouvelles, il est improbable